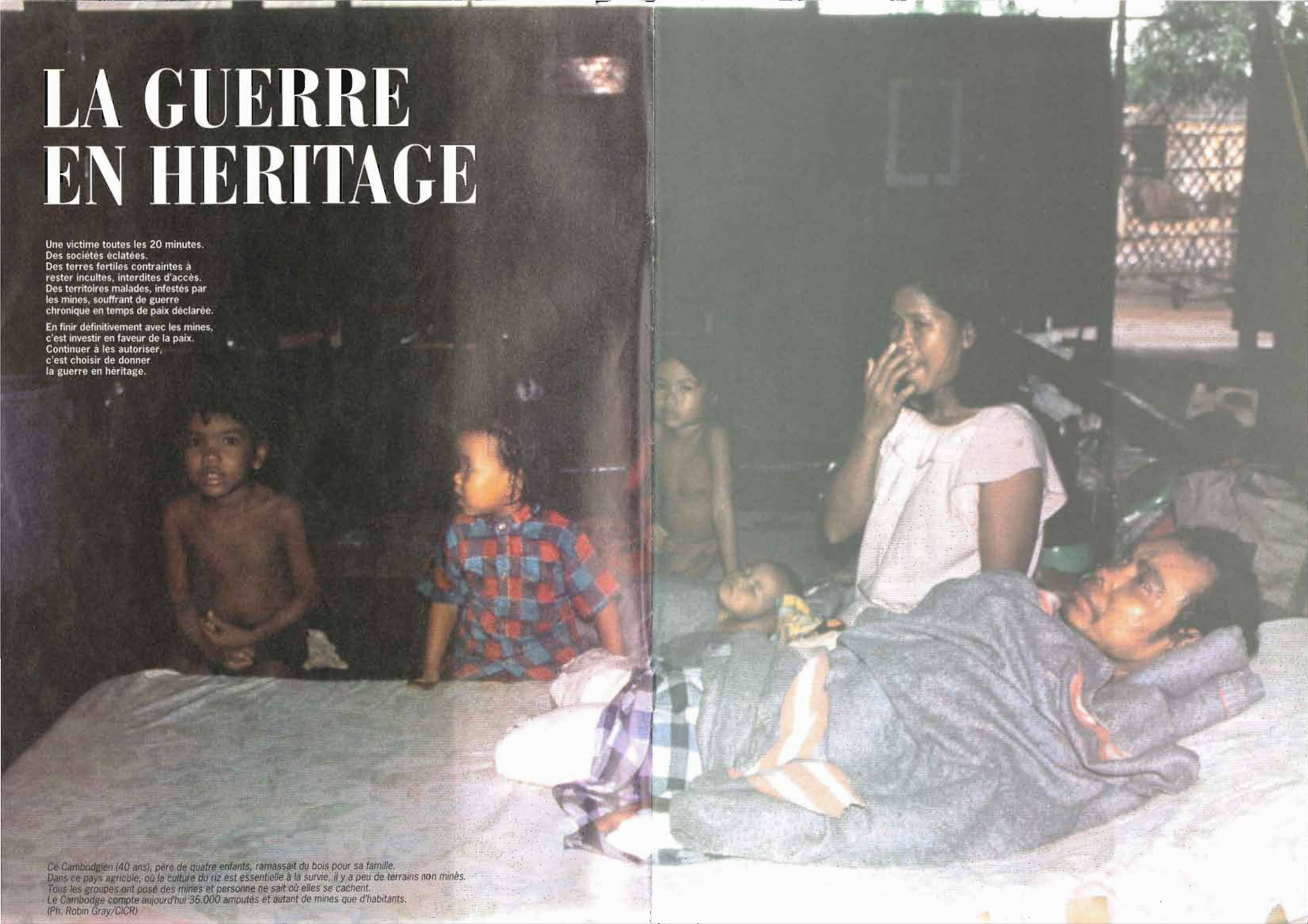


# LA GUERRE EN HERITAGE

Une victime toutes les 20 minutes.  
Des sociétés éclatées.  
Des terres fertiles contraintes à  
rester incultes, interdites d'accès.  
Des territoires malades, infestés par  
les mines, souffrant de guerre  
chronique en temps de paix déclarée.

En finir définitivement avec les mines,  
c'est investir en faveur de la paix.  
Continuer à les autoriser,  
c'est choisir de donner  
la guerre en héritage.



Ce Cambodgien (40 ans), père de quatre enfants, ramassait du bois pour sa famille.  
Dans ce pays agricole, où la culture du riz est essentielle à la survie, il y a peu de terrains non minés.  
Tous les groupes ont posé des mines et personne ne sait où elles se cachent.  
Le Cambodge compte aujourd'hui 36.000 amputés et autant de mines que d'habitants.  
(Ph. Robin Gray/CICR)



La majorité des victimes des mines antipersonnel et des munitions non explosées sont des personnes innocentes: des pasteurs, des agriculteurs, des femmes et des enfants. Selon les milliers de témoignages recueillis par les organisations humanitaires, beaucoup de personnes ainsi mutilées racontent qu'elles ramassaient du bois, gardaient leur troupeau, récoltaient des fruits, travaillaient dans leurs champs...

«D'une certaine façon, ceux-ci ont eu de la chance, car ils ont été secourus», constate Handicap International. «Beaucoup d'autres sont morts dans les champs, faute d'avoir été retrouvés à temps. Perdant leur sang, ils ont succombé à leurs blessures avant de parvenir dans un centre médical.» Une récente étude menée en Angola montre qu'il se passe en moyenne 36 heures avant qu'une victime de mine n'atteigne une structure hospitalière. Wolfgang Kokoschka, un médecin allemand travaillant dans un hôpital de campagne installé sur remorques au Kurdistan irakien, estimait, en juillet 1991: «Pour chaque blessé qui arrive jusqu'à nous, il y en a deux qui meurent dans les montagnes. Ils sont alors enterrés sur place».

Selon Handicap International, «on estime aujourd'hui que, tous les mois, les mines terrestres tuaient 1.400 personnes et en blessaient 780». Toutes les 20 minutes, quelque part dans le monde, un être humain - généralement innocent - sauterait sur une mine. Sa mort ou sa mutilation étant «programmée», elle pourrait être évitée.

«Couper les jambes»

Amputations, infections, gangrènes, céciétés... les effets directs des mines antipersonnel sont effroyables. «Ce type de chirurgie est particulièrement problématique, car des blessures d'une telle gravité et d'un tel degré de souillure étant rares dans la vie civile, peu de chirurgiens ont l'expérience et l'habileté nécessaires pour les traiter», explique le CICR (1).

«Le chirurgien doit couper tous les tissus morts ou gravement endommagés puis retirer les débris et la saleté. L'explosion aura projeté des débris plus haut dans la jambe, ce qui oblige à amputer plus haut qu'il ne semblerait utile au chirurgien inexpérimenté ou à l'observateur non initié. Un souci malencontreux de préserver les tissus et une mauvaise technique d'amputation entraînent de nombreuses souffrances inutiles et de multiples opérations. Sans physiothérapie ni prothèse adéquate, l'amputé d'un membre inférieur sera condamné à une invalidité permanente et perdra l'indépendance et la capacité de subvenir à ses propres besoins dans la société. Les amputés des deux membres inférieurs en sont habituellement réduits au fauteuil roulant, s'ils peuvent s'en procurer un; sinon un grand nombre d'entre eux deviennent des mendiants».

Aux dégâts physiques s'ajoutent les traumatismes psychologiques et sociaux. Les effets des mines antipersonnel sont, si on les analyse bien, ravageurs pour l'ensemble d'une société. Les fabricants de mines le savent parfaitement. Ils en font même un argument de vente. Handicap international et Mines Advisory Group citent à ce propos cet extrait d'une brochure destinée à vanter les mérites d'une mine à effet de souffle d'origine pakistanaise: «La mine POM.MK2 a été conçue dans le but d'handicaper les personnes. Les recherches tactiques ont prouvé qu'il vaut mieux blesser l'ennemi que le tuer. Un homme blessé requiert des soins médicaux, un transport et une évacuation vers l'arrière (...). De plus, une personne blessée a un impact déprimant sur ses camarades de combat» (2). On le constate, ceux qui font usage de mines ont pour objectif de «couper les jambes» de l'adversaire, au sens propre comme au sens figuré.

«La mine est le plus grand violateur du droit international humanitaire; elle exerce un terrorisme inimaginable», écrit le CICR. Quelque soit le courage des victimes qui survivent, beaucoup sont inaptes au travail et représentent donc une charge, un poids social pour leur communauté généralement pauvre.

Quelques statistiques du nombre d'amputés par pays donnent une idée de l'ampleur du problème social engendré par les mines dans certains pays sévèrement frappés:

Table with 2 columns: Country and Number of amputees. Cambodia: 1 pour 236 habitants; Angola: 1 pour 470 habitants; Somalie: 1 pour 650 habitants; Ouganda: 1 pour 1.100 habitants.

Par comparaison, aux Etats-Unis: 1 amputé pour 22.000 habitants

Pays-champs de mines

Le nombre de victimes de mines augmente brusquement à la fin d'un conflit, quand les populations civiles, qui ont fui les hostilités, rentrent chez elles et recommencent à cultiver la terre. Un exemple flagrant: le retour des réfugiés afghans. Selon le Haut-commissariat des Nations-unies pour les Réfugiés (HCR), plus d'un million de réfugiés sont retournés dans leur pays au cours des neuf premiers mois de 1992. D'avril à juin de la même année, on a dénombré, dans les seuls hôpitaux du Comité international de la Croix-Rouge (CICR), entre deux et trois fois plus de victimes par mines que pendant la même période l'année précédente.

Ces millions de mines, non seulement tuent, mutilent et terrorisent, mais elles privent aussi les réfugiés d'un droit fondamental: celui de retourner sur leur terre d'origine. De vastes régions deviennent ainsi des lieux interdits d'accès et des communautés entières sont alors contraintes de choisir entre l'exil ou les mines.

Selon les estimations des Nations-unies, 100 millions de mines antipersonnel sont aujourd'hui dispersées dans 62 pays à travers le monde. Parmi les 25 pays très sérieusement affectés, on peut citer l'Angola (9 millions de mines et 70.000 victimes), le Cambodge (qui compte autant de mines que d'habitants, 36.000 amputés et un nombre équivalent de morts), l'Afghanistan (10 millions de mines et des centaines de milliers de victimes), le Kurdistan irakien (4 millions de mines et 10.000 victimes), la Somalie (23.000 amputés), le Sud-Soudan, le Vietnam et, déjà, l'ex-Yougoslavie (3 millions de mines placées depuis 1991), la Géorgie, l'Arménie, l'Azerbaïdjan... «En Angola, le minage de régions fertiles a contribué à engendrer la famine. Au Cambodge, où la culture du riz est essentielle à la survie, il n'y a que très peu de terrains non minés. Au Nicaragua, on compte une mine pour 30 personnes. En Somalie, des centaines de milliers de mines terrorisent les bergers nomades et leur interdisent l'accès aux

← Ces engins placent des milliers de mines à l'heure. Au «supermarché de la mine», cynisme rime avec terrorisme. Ceci est une publicité de la firme italienne Valsella parue dans «L'agenda Otan» 1992.



pâturages...», explique la Vietnam Veterans of America Foundation, qui participe à la campagne internationale contre les mines.

Petits profits, grandes pertes

Le prix d'une mine varie entre 3 et 75 dollars/pièce, selon le modèle et la provenance. Le chiffre de 5 à 7 dollars semble constituer un chiffre moyen pour les modèles antipersonnel les plus courants. Une Claymore dernier cri (mine à fragmentation très puissante) coûte 27 dollars.

Selon l'organisation américaine Human Rights Watch, entre 5 à 10 millions de mines antipersonnel sont produites chaque année dans le monde. Au total, 93 fabricants installés dans 48 pays différents se partagent ce marché d'une valeur ridicule: 200 millions de dollars environ. En effet, le commerce mondial des armes est estimé à 22 milliards de dollars par an. Le poste «mines» ne représente donc que 0,9% du total. En termes d'emplois, si l'on fait un calcul au départ des 200 millions en tenant compte du salaire horaire dans le secteur et en supposant que 2/3 des mines sont produites dans le tiers-monde, cela pourrait représenter globalement quelque 10 à 12.000 postes de travail. Dans ce monde où le marché fait la loi, on constate donc que ce «petit commerce de mines» engendre en fait un coût gigantesque. Payé cash - dans leur chair ou de leur vie - par les innocentes victimes. Et payé de manière différée - en lourds crédits d'assistance - par la communauté internationale tout entière. En effet, si l'on fait le compte de ce que coûtent les centaines de milliers de victimes (frais chirurgicaux, prothèses, rééducation...), de la charge sociale qu'elles représentent pour leur communauté jusqu'aux frais d'assis-

tance humanitaire, en passant par l'entretien des nombreux camps de réfugiés, ou le manque à gagner que représentent les vastes étendues de terres perdues... il ne faut pas être expert pour constater que les mines sont une véritable ruine pour la société. Car, plus que pendant les guerres, les mines agissent surtout quand les combats sont terminés. Lorsque les populations civiles, les simples villageois, reviennent sur leurs terres.

Alors qu'elles devraient nourrir le pays, les économies agricoles se retrouvent en fait paralysées, tant par le danger que représentent les mines, que par le nombre de victimes à supporter. Les sociétés ainsi minées se désintègrent, la santé des populations - qui se retrouvent dans l'impossibilité d'avoir accès à la nourriture et de reprendre leur mode de vie - est gravement affectée. «Dans les régions frontalières et côtières, l'importante quantité de mines répandues empêche les réfugiés et les personnes déplacées de regagner leurs foyers. Par conséquent, tant la capacité du pays hôte que celle du pays d'origine de se relever de la guerre et d'entreprendre la reconstruction après les hostilités est souvent limitée», explique le CICR. «Les mesures de sécurité rendues nécessaires par les mines multiplient par 25 le coût de l'aide humanitaire: dans de nombreuses régions truffées de mines, le seul moyen d'atteindre les populations civiles dans le besoin est le transport par avion». Ceci sans faire le compte des nombreux volontaires de ces ONG qui sont tués ou blessés en cours de missions.

Option pour la paix:

Les mines interdisent l'accès aux plages, aux pâturages, aux sentiers de montagne,

aux rizières et aux champs; elles paralysent les voies d'eau, les routes, les chemins et les ponts; elles empêchent les hommes de se déplacer, de ramasser du bois pour se chauffer, de se nourrir. Même les enfants ne peuvent plus jouer...

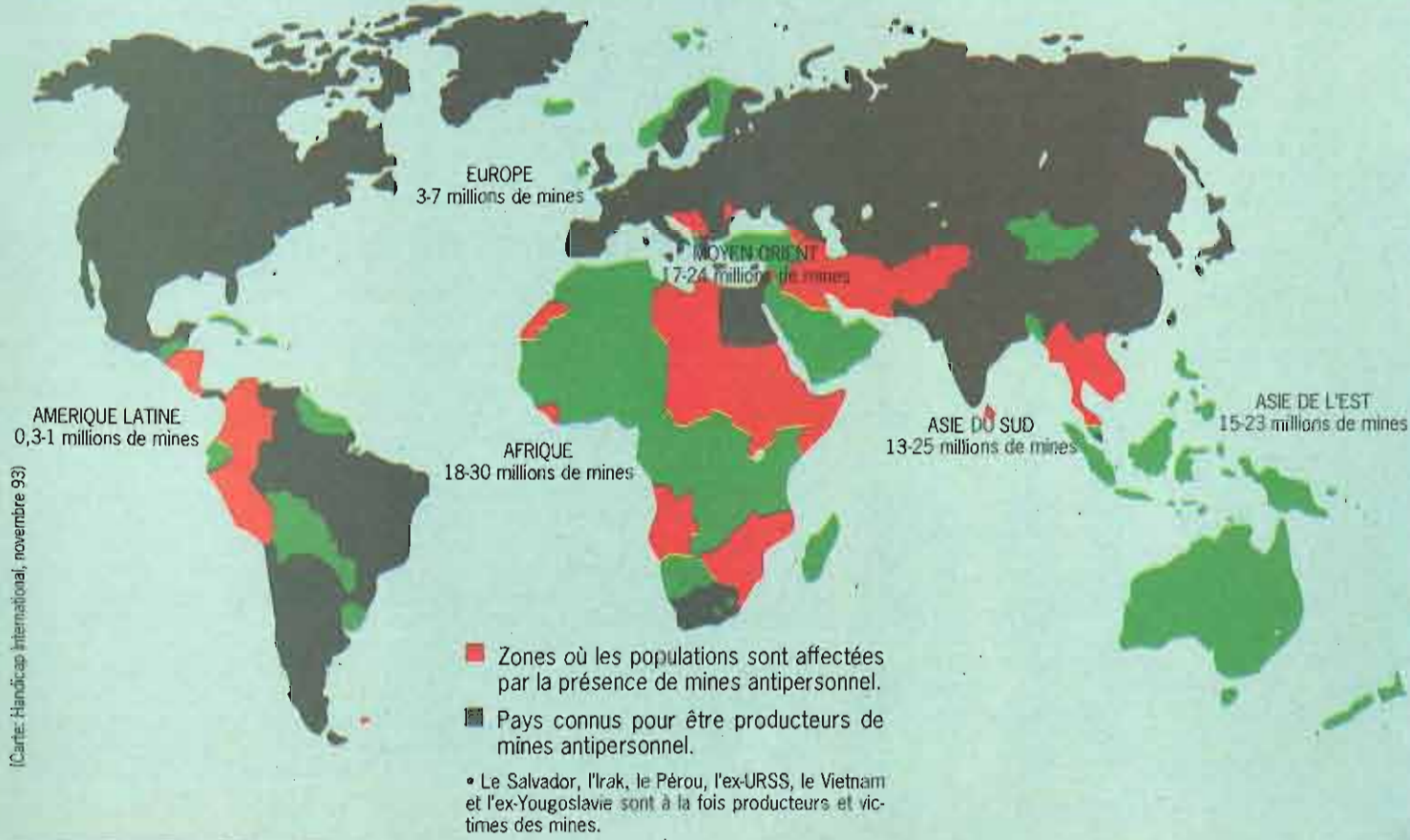
L'histoire nous enseigne que toutes les guerres s'arrêtent un jour. Que les Hommes finissent toujours par déposer les armes et faire la paix. Avec l'invention des armes nucléaires, des armes chimiques et bactériologiques, ainsi que des mines et sous-munitions non-éclatées, l'Homme a trouvé le moyen de prolonger les effets de la guerre. Pendant des décennies ou des générations même. Le caractère particulièrement «inhumain» de ces armes (parce que les armes sont humaines!) doit conduire l'Homme à un peu plus de sagesse vis-à-vis de lui-même. Tous ces engins sont des armes de destruction massive qui agissent de manière non discriminée et qui contaminent l'environnement. Elles infestent véritablement un territoire - et même l'esprit humain - par cette maladie qu'est la guerre. S'il est certainement illusoire de vouloir, dès demain, empêcher toutes les guerres, éviter que les guerres ne contaminent la Terre - même en temps de paix - paraît être une saine mesure de précaution à prendre. Une sorte d'option pour la paix.

André Ruwet

(1) Comité international de la Croix rouge: «Mines: a perverse use of technology», 1992.

(2) «Les mines antipersonnel au ban de la communauté internationale», 1994. Document de la «Division export de Pakistan Ordnance Factories».

VALSELLA WHERE MINES ARE NEEDED



(Carte: Handicap International, novembre 93)

■ Zones où les populations sont affectées par la présence de mines antipersonnel. ■ Pays connus pour être producteurs de mines antipersonnel.

• Le Salvador, l'Irak, le Pérou, l'ex-URSS, le Vietnam et l'ex-Yougoslavie sont à la fois producteurs et victimes des mines.